

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 juillet 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 26 juillet 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par les Représentants permanents
de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Les Gouvernements canadien, australien et néo-zélandais sont profondément préoccupés devant l'aggravation de la crise humanitaire et relative aux droits de l'homme qui sévit au Zimbabwe.

Le rapport de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général, M^{me} Anna Tibaijuka, prouve de manière incontestable que le Gouvernement zimbabwéen ne protège pas son peuple. L'opération Restore Order y est qualifiée d'entreprise désastreuse, lors de laquelle 700 000 personnes ont été expulsées de leur domicile et 2,4 millions ont été touchées. La très grande majorité est constituée de gens pauvres et défavorisés. Le Secrétaire général a qualifié les événements qui se sont produits récemment au Zimbabwe d'injustice catastrophique.

Selon le rapport de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement zimbabwéen est « collectivement responsable » de cette situation. Il doit assumer ses responsabilités et prendre d'urgence des mesures en tenant compte des recommandations du rapport de l'ONU. Sa réaction à la suite de ce rapport ne donne guère d'espoir à ce sujet. En réponse au rapport, il a nié l'existence d'une crise et son propre rôle dans cette crise, les mettant sur le compte d'une publicité négative.

Les liens entre la crise humanitaire et relative aux droits de l'homme et la paix et la sécurité sont clairement prouvés. Selon le rapport de l'ONU, il y aura de profondes conséquences sociales, économiques, politiques et institutionnelles à long terme. Ainsi que le souligne le rapport, même si des mesures immédiates étaient prises, il faudrait de nombreuses années au peuple et à la société dans son ensemble pour en sortir.

Pendant trop longtemps, l'Organisation des Nations Unies a été incapable de s'occuper de la situation qui se détériorait au Zimbabwe. Nous en sommes maintenant à une situation de crise. C'est pourquoi nous demandons que le Conseil de sécurité soit saisi d'urgence de la situation et s'emploie activement avec le Gouvernement zimbabwéen à mettre fin à cette situation. Nous sommes en faveur d'un examen attentif du rapport par le Conseil et espérons que celui-ci se réunira dès que possible pour une séance d'information avec l'Envoyée spéciale du Secrétaire général.



Nous vous saurions gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Canada
(*Signé*) Allan **Rock**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de l'Australie
(*Signé*) John **Dauth**

L'Ambassadrice,
Représentante permanente de la Nouvelle-Zélande
(*Signé*) Rosemary **Banks**
